

Le Burundi en quête d'une stratégie de désendettement

@rib News, 09/09/2008, Source PANABujumbura, Burundi - Un atelier a réuni lundi, une trentaine de cadres et experts du ministère burundais de l'Economie, des Finances et de la Coopération au développement appelés à réfléchir dix jours sur une "nouvelle stratégie nationale de désendettement et de mobilisation de nouveaux financements". Une ONG, basée à Londres et oeuvrant au renforcement des capacités "Debt Relief International", a détaché un expert sénégalais, Pierre Camara Mam, pour animer l'atelier destiné à casser la spirale d'endettement du Burundi. Le directeur de cabinet au ministère burundais des Finances, Joseph Ndayikeza, a planté le décor de l'atelier en parlant d'une situation économique nationale qui demeure précaire en raison d'une lourde dette extérieure du pays et de la persistance des difficultés budgétaires pendant que le niveau de pauvreté des citoyens ne cesse de s'aggraver. La dette extérieure du Burundi constituerait un lourd fardeau de 1,5 milliard de dollars US représentant plus de 200% du produit intérieur brut (PIB), selon les données officielles de la banque centrale. Selon d'autres estimations officielles, le pourcentage des personnes vivant sous le seuil de misère (moins d'un dollar us par jour) aurait presque doublé, passant de 35 à 68% à cause de la destruction des infrastructures socio-économiques et des problèmes d'insécurité qui ne permettent plus à la population rurale à 90% de vaquer normalement à ses différentes occupations génératrices de revenus. L'expert international, de son côté, a fait savoir aux participants que l'objectif explicitement visé par le second atelier du genre était de constituer une équipe nationale permanente appelée à renforcer les structures déjà existantes pour donner des conseils dans l'orientation de la politique de gestion de la dette et des aides extérieures. "Les cadres burundais devraient ainsi disposer des capacités plus approfondies en négociation et renégociation de la dette et accéder à une compréhension plus étendue des enjeux qui s'attachent à une bonne allocation des allègements obtenus au programme de lutte contre la pauvreté", a-t-il souligné en substance. Le Burundi a connu une chute vertigineuse des aides extérieures passant de 350 millions de dollars US à 50 millions en quelques années sous les effets conjugués de l'embargo, suite au coup d'Etat de 1996 et de plus de 14 ans de guerre civile. Les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ont réinjecté progressivement de l'argent frais ces dernières années dans l'économie burundaise notamment dans le cadre d'une série de tables rondes en 2000, 2002, 2004 et 2006 suite à la conclusion de l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale. La dernière table ronde des bailleurs de fonds a dégagé des promesses de dons financiers de 1,4 milliard de dollars US, soit presque l'équivalent de la dette extérieure du pays. De l'avis des experts, la situation économique du Burundi a, certes, cessé de se dégrader, mais les effets négatifs de la crise risquent de se faire sentir encore longtemps du fait de l'effondrement de tous les indicateurs sociaux du pays.